



Mémoire d'Universités Canada présenté au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration : Programme des étudiants étrangers et permis d'études

Le Programme des étudiants étrangers se trouve à la croisée des chemins. L'intégrité du système ayant été remise en question, la confiance du public est ébranlée. Il est temps de rectifier le tir et de construire un système durable et transparent qui renforce les occasions pour les étudiantes et étudiants du Canada, tout en aidant le pays à attirer et à retenir les talents dont dépendent son avenir et sa croissance économique.

Ce sont les universités qui façonnent les talents, forment la relève en médecine, en génie, en science et enseignement, et accueillent des étudiantes et étudiants internationaux qui apportent de nouvelles perspectives et compétences. Les étudiantes et étudiants canadiens représentent la vaste majorité de la population universitaire, soit 82 % des inscriptions. Le Programme des étudiants étrangers s'inscrit dans un système qui profite principalement aux étudiantes et étudiants du pays, les étudiantes et étudiants internationaux venant compléter et consolider ce noyau. (Voir à l'annexe 2 les tendances en matière d'inscriptions.)

Les étudiantes et étudiants de l'étranger ne remplacent pas celles et ceux du Canada : ils étudient à leurs côtés, élargissant le bassin de talents dans des secteurs critiques. Six millions de personnes au pays n'ont pas de médecin de famille, des projets immobiliers stagnent en raison de la pénurie de talents en génie et il manque de spécialistes pour contrer les cybermenaces : il est manifeste que le Canada doit pouvoir compter sur un vaste bassin de diplômées et diplômés canadiens tout autant que sur des talents internationaux soigneusement choisis.

Il convient de noter que les étudiantes et étudiants internationaux suivent divers cheminements après l'obtention de leur diplôme. Si certaines personnes restent au Canada et y mettent leur expertise à contribution, bon nombre retournent dans leur pays natal, se faisant ambassadrices de l'éducation et des valeurs canadiennes. Ces diplômées et diplômés ont créé des liens durables qui profitent au Canada par l'entremise de relations commerciales étroites, de collaborations de recherche et de rapports diplomatiques. Qu'ils restent ici ou retournent dans leur pays, les étudiantes et étudiants internationaux consolident l'influence mondiale du Canada et élargissent ses débouchés économiques.

La réussite du Canada dépend de sa capacité à rectifier son approche et à atteindre un juste équilibre. Universités Canada est prête à travailler avec le gouvernement pour rétablir la confiance, préserver et élargir les occasions offertes aux étudiantes et étudiants canadiens, et s'assurer que le Canada dispose de la main-d'œuvre compétente, formée de talents d'ici et de partout dans le monde, dont il a besoin pour répondre aux défis qui l'attendent.

Stimuler le talent canadien

Les universités ont profondément à cœur la réussite étudiante. Chaque année, elles forment 1,5 million de jeunes personnes qui se dirigent ensuite dans tous les secteurs de l'économie canadienne, notamment la médecine, l'enseignement, le génie et la science, pour y jouer des rôles de premier plan. L'an dernier, Partenaires en bourse d'études Canada, une division d'Universités Canada, a octroyé près de 18 millions de dollars en bourses à 7 000 étudiantes et étudiants du pays. Par ailleurs, les établissements membres de l'association ont bonifié le soutien accordé à la population étudiante canadienne, les dépenses consacrées par personne aux services ayant





augmenté de 39 % depuis 2010. Il s'agit notamment de ressources vitales en santé mentale, comme le counselling par des pairs ou l'accès à des professionnelles et professionnels formés (voir l'annexe 1).

Or, après plus d'une décennie de sous-financement provincial, auquel s'ajoute le gel ou la hausse limitée des droits de scolarité, les budgets des universités ne cessent de diminuer. La baisse des inscriptions de l'étranger a une incidence directe sur l'abordabilité et la disponibilité des programmes offerts aux Canadiennes et Canadiens, si bien qu'elle entraîne une diminution des options de cours, une augmentation de la taille des classes et une hausse des coûts.

Ces pressions compromettent la viabilité financière, pourtant les universités continuent d'innover et de s'adapter. Comme tous les secteurs, elles doivent composer avec des changements majeurs : accroître les programmes dans les domaines à forte demande, développer l'apprentissage intégré au travail et intégrer l'intelligence artificielle (IA) en classe. Dans des laboratoires partout au pays, des membres de la population étudiante, du milieu de la recherche et du corps professoral – souvent aux côtés de collègues provenant de l'étranger – font des découvertes et stimulent l'innovation. Leurs réalisations prouvent que le Canada peut faire figure de chef de file quand il investit dans les bons talents.

La réussite des apprenantes et apprenants canadiens dépend de la stabilité des établissements. Et cette stabilité repose, en partie, sur une gestion responsable des inscriptions provenant de l'étranger. Une telle gestion renforce les occasions offertes aux Canadiennes et Canadiens.

En plus de leur mission d'enseignement, les universités stimulent les découvertes. La prochaine percée technologique ou sociale majeure du Canada – qu'elle révolutionne l'IA, les soins de santé ou l'énergie propre – émanera probablement d'un campus. Il y a 25 ans, l'IA était un domaine de recherche très spécialisé et exploré par une poignée d'universités canadiennes seulement. Aujourd'hui, elle transforme des économies entières et redéfinit la concurrence à l'échelle mondiale. Les avancées majeures de demain découleront d'efforts de recherche tout aussi audacieux et à long terme, dont plusieurs sont soutenus par des étudiantes et étudiants internationaux, et certains menés par eux.

Les défis

À l'heure actuelle, les systèmes devant assurer le leadership du Canada en matière de développement du talent échouent sur les deux plans. Pour les étudiantes et étudiants canadiens, la baisse des revenus et le gel des droits de scolarité ont compromis l'abordabilité et la disponibilité des programmes.

Aux yeux des étudiantes et étudiants internationaux, l'incertitude politique a terni l'image du Canada, si bien qu'il est plus difficile pour lui d'attirer les meilleurs talents. En raison de ces enjeux, les étudiantes et étudiants potentiels se tournent vers d'autres destinations, de sorte que les établissements n'arrivent pas à combler les places allouées dans le cadre du plafond fédéral sur les permis d'études.

Les membres de la population étudiante et du milieu de la recherche qui choisissent néanmoins le Canada doivent affronter un système de traitement des demandes de permis d'études et de travail défaillant. Le Canada fait en effet piètre figure par rapport à ses concurrents comme le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, où les demandes sont approuvées en deux à quatre semaines. Par comparaison, en octobre 2025, le temps de traitement moyen au Canada d'un nouveau permis d'études provenant des marchés clés et émergents était de dix semaines – un délai qui nuit directement à la compétitivité du Canada et à la capacité du secteur de diversifier sa population étudiante internationale. Si le Canada veut :





Un système plus intelligent et prévisible

La voie à suivre est claire. Universités Canada et ses partenaires régionaux recommandent trois mesures :

- 1. Simplifier le traitement des demandes de permis d'études et de travail** pour que le Canada puisse attirer et retenir les talents mondiaux et intégrer rapidement au marché du travail les personnes diplômées et qualifiées. Universités Canada réclame un processus équitable, transparent et prévisible qui privilégie les établissements responsables, à savoir ceux qui mettent en place des normes d'admission rigoureuses, des pratiques de recrutement éthiques et des services solides aux étudiantes et étudiants.
- 2. Établir une table ronde ministérielle sur le talent, les compétences et l'immigration**, un forum permanent rassemblant des personnes représentant les gouvernements, le secteur privé et le secteur de l'enseignement supérieur afin d'arrimer les politiques sur les besoins régionaux et nationaux. Les derniers changements de politique ont mis en évidence les risques de travailler en vase clos ainsi que l'importance d'une collaboration précoce entre les différents secteurs. La table ronde vise à appuyer et à accélérer les travaux en cours en formulant des recommandations pratiques pour soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de mesures liées aux priorités en matière de talents, de compétences et d'immigration, tout en reconnaissant que les retombées de ces politiques varient selon les régions.
- 3. Redorer l'image du Canada** par des communications claires et cohérentes et un leadership fédéral résolu qui montrent que le Canada est prêt à accueillir les meilleurs talents, tout en protégeant l'intégrité et en accordant la priorité aux étudiantes et étudiants du pays.

Former le talent de demain, dès aujourd'hui

Les priorités d'intérêt national du Canada – le logement, les soins de santé, la sécurité et les infrastructures – sont intrinsèquement liées à la population. Les étudiantes et étudiants internationaux ne sont pas que de passage au pays. Ces personnes injectent des milliards de dollars dans l'économie, renforcent les activités de recherche, et élargissent les capacités d'innovation dans des domaines comme l'IA, la construction faible en carbone et la science médicale.

La prospérité à long terme du pays dépend de sa capacité à cultiver le talent. Il lui faut pour cela un système transparent, flexible, concurrentiel et axé sur l'avenir, qui lui permet d'atteindre le juste équilibre entre le développement du potentiel canadien et l'attraction des talents de l'étranger qui viendront compléter et renforcer sa main-d'œuvre. Il est donc temps de se concentrer sur l'essentiel : la réussite étudiante, l'intégrité du système et les résultats à long terme.

Les universités sont prêtes à travailler avec le gouvernement pour regagner la confiance de la population canadienne, et lui proposer un système dont elle peut être fière, qui protège les occasions offertes aux étudiantes et étudiants du Canada, attire les talents de l'étranger, et assure la prospérité et la compétitivité du pays.

À propos d'Universités Canada

Porte-parole des universités canadiennes, Universités Canada représente 97 établissements qui accueillent plus de 1,4 million d'étudiantes et étudiants et emploient 400 000 personnes. Par leurs activités d'enseignement, de recherche et d'engagement communautaire, les universités canadiennes transforment des vies, renforcent les collectivités et travaillent à résoudre certains des enjeux mondiaux les plus urgents. Elles agissent à titre de catalyseurs et de stabilisateurs au sein de leurs collectivités.



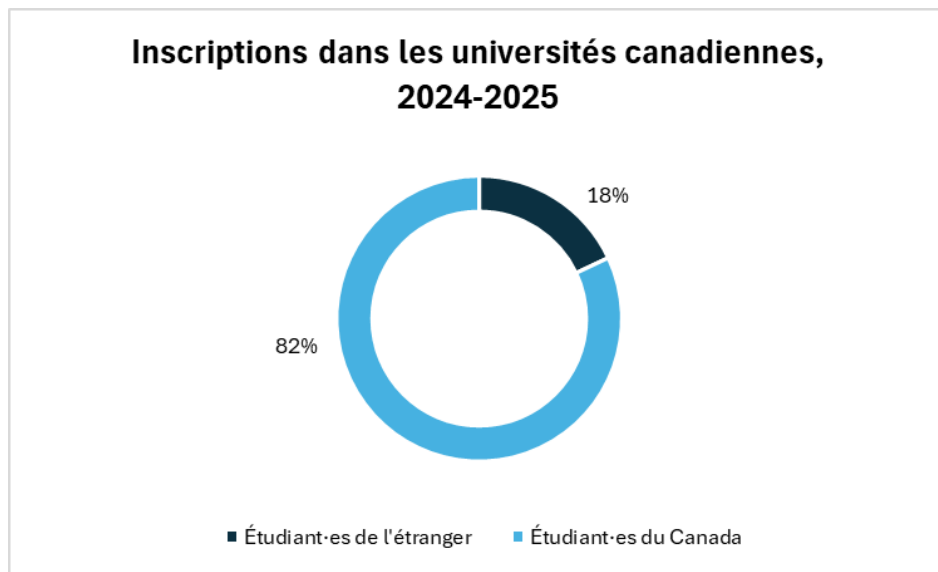


Annexe 1 : Soutien aux étudiantes et étudiants canadiens

Les établissements membres d'Universités Canada fournissent du soutien pour tous les aspects de la vie étudiante. Entre 2010 et 2023, le budget alloué aux services aux étudiantes et étudiants canadiens a augmenté de 39 %, passant de 1918 à 2 667 \$ par étudiant¹. Surtout, les établissements offrent des services de santé mentale essentiels, qu'il s'agisse de counselling entre pairs ou de consultation auprès d'infirmières ou infirmiers, ou de conseillères ou conseillers formés en santé mentale.

En ce qui concerne les perspectives après l'obtention du diplôme, le revenu médian pour les titulaires d'un baccalauréat deux ans après la fin des études est de 59 600 \$. La différence avec une personne titulaire d'un diplôme est de 14 400 \$, et de 17 200 \$ après cinq ans.

Annexe 2 : Tendances d'inscription des universités – Étudiantes et étudiants du Canada c. étudiantes et étudiants internationaux



¹Cette figure présente les chiffres rajustés en dollars constants conformément au tableau 384-0039 de Statistique Canada (produit intérieur brut au cours du marché, 2017 = 100). En dollars historiques, les services aux étudiantes et étudiants par ETP canadien sont passés de 1954 à 3 234 \$, une hausse de 87 %.

